L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, de la Cité de la Nouvelle Orléans et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 14 FEVRIER 1838.

POUR GOUVERNEUR:
A. B. ROMAN.

Représentant du 1er. District au Congrès

JOHN SLIDELL.

Extrait de la séance du Sénat du 6 février 1838.

M. Claiborne que le Sénat de l'Etat de la Louisiane, ayant appris la mort prématurée de l'honorable Edward Livingston, ancien Représentant à la Chambre des Représentants des Etats-Unis, ancien Sénateur de l'Etat de la Louisiane, ancien Maire de la Nouvelle Orléans, ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ancien Ministre des Etats-Unis à la Cour de France, et ancien Professeur de droit dans cette ville, a résolu de témoigner son respect pour la mémoire du défunt, et sa sympathie pour sa famille affligée, en portant le deuil pendant trente jours, et en ordonnant que le Sénat s'ajourne aujourd'hui à midi, et reste ajourné jusqu'à lundi prochain, 12 du courant, à 10 heures du matin.

Cette résolution ayant été adoptée, le Président a ordonné que le Sénat s'ajournât conformément à la résolution.

Extrait de la séance de la Chambre des Représentants du 3 février 1838.

Résolu par la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane que l'Administration du gouvernement de cet Etat, par l'Honorable A. B. Roman, a été jusqu'ici une source de bienfaits pour la société, et le fondement, et par un zèle judicieux et infatigable pour le service public; que dans l'exécution des lois, et dans l'administration de toutes les affaires qu'il a faites, il a montré une intégrité et un grand égard pour les droits et la liberté de l'Etat, et qu'il se retire avec une entière approbation de cette Chambre pour sa conduite officielle, et avec leur estime et égard personnels."

Résolu que l'orateur de la Chambre transmette à son gouverneur Roman, copie de cette résolution.

NOMINATION PAR LE GOUVERNEUR

Le Sénat et du consentement d'icelui

M. P. E. TRICOU—Directeur de la Banque de la Louisiane, &c.

BILL DES BANQUES.

Le bill pour soumettre les chartes des banques payait le droit ordinaire sur les actions qu'elles auront émises, et exempte spéciale donnée par la Législature, a été rejeté par la Chambre des Représentants, par 51 voix contre 49.

Il n'est pas exagéré qui était opposé à l'augmentation de l'impôt sur les actions des banques, et qui a voté contre l'amendement de M. Roman, a donné pour motif que le gouvernement devait se contenter de ce qu'il avait, et ne pas chercher à augmenter ses revenus, parce que le peuple ne pouvait pas supporter de nouveaux impôts.

Il est à regretter que la majorité des gens éclairés les portera de la Chambre, comme preuve de leur équité et de la connaissance de la matière d'un bill qui peut conséquences si importantes pour le commerce et la prospérité de la Louisiane, et de l'utilité d'un tel qui peut remédier à ces maux qui affligent le peuple, et qui ne peuvent manquer d'être attribués par lui à la mauvaise foi des banques.

Il est indubitable, d'après les dispositions des banques, que le peuple ne peut pas compter sur un seul dollar de ses revenus, et que la majorité des actionnaires ne sont pas résidents de l'Etat, et ne font pas même la moindre dépense pour les banques. Il est également certain que les banques ont causé le plus grand mal dans toutes les classes de la société. Maintenant que les dispositions des banques ne pourront plus être changées, il est à espérer que l'on y portera attention à l'avenir, et que la législature prendra par la loi, pendant que le peuple, qui a souffert un monopole qui n'a pas tenu sa parole, et qui a causé tant de misères à des milliers de familles, est encore dans l'état de souffrance où il a été plongé par les banques.

Il est malheureusement vrai, que les banques ont été établies dans l'intérêt des spéculateurs, et non pour le bien public. Elles ont été établies dans l'intérêt des spéculateurs, et non pour le bien public. Elles ont été établies dans l'intérêt des spéculateurs, et non pour le bien public. Elles ont été établies dans l'intérêt des spéculateurs, et non pour le bien public.

Il est également vrai, que les banques